

## **Document final de la Consultation des OSC à Monrovia pour le programme de développement post-2015**

A l'occasion de la réunion du Panel de Haut Niveau (PHN) à Monrovia, au Libéria du 30 janvier au 1 février 2013, nous, les membres de la société civile mondiale, régionale et nationale accueillons l'engagement des membres du PHN et du gouvernement du pays hôte à s'engager avec les organisations de la société civile. S'appuyant sur l'engagement précédent des OSC dans les processus du PHN, ainsi que sur les consultations régionales et nationales pour le développement du cadre post-2015, les OSC se sont rencontrées au Libéria pour discuter des perspectives et approches sur le thème de la réunion du PHN : «blocs de construction nationale pour une prospérité durable - la transformation économique».

### **1. Contexte**

Nous sommes profondément préoccupés par le rude environnement persistant pour une prospérité durable, une croissance économique inclusive et une transformation sociale. Cela inclut les aspects suivants:

- La persistance d'incertitudes économiques et de la turbulence causée, en particulier pour les pauvres et les classes moyennes, par la triple crise - finance, énergie, nourriture - depuis 2008. Les fondements de cette crise dans un modèle hyper-financiarisé et mal réglementé de la croissance économique n'ont pas encore été traités efficacement et continuent de faire des ravages dans la vie des gens.
- En vertu de ce modèle actuel, les inégalités mondiales et nationales sont persistantes et s'étendent, y compris chez un certain nombre d'économies qui connaissent une forte croissance économique. Les preuves sur l'inégalité indiquent, que loin d'être une marée montante qui fait avancer tous les bateaux, la croissance économique cause la souffrance des pauvres soit en termes de revenu, de richesse ou de statut nutritionnel.
- Depuis les débuts des programmes d'ajustement structurel en Afrique et en Amérique latine dans les années 1980 à travers de multiples crises financières jusqu'à la crise actuelle, le modèle néolibéral a imposé une discipline budgétaire excessive sur les pays emprunteurs résultant en des coupes dans les dépenses publiques dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement et les programmes de protection sociale, conduisant aussi à une privatisation et des partenariats public-privé mal réglementés. Non seulement les pauvres en ont subi les conséquences, mais la redevabilité a été faible.
- Le phénomène de croissance sans emploi et le fait que même lorsque des emplois sont créés les travailleurs souffrent souvent de bas salaires, de l'insécurité, de mauvaises conditions de travail, d'abus et de violence, signifie que les résultats de la croissance économique ne sont pas traduits efficacement pour le bien-être des personnes ou pour des opportunités pour l'avenir;
- Les risques et vulnérabilités persistants engendrés par le changement climatique et le fait qu'une grande partie de la croissance économique actuellement en cours, par exemple en Afrique, a été concentrée sur les industries extractives, épuisent les ressources de l'environnement et contribuent à la non durabilité. Le phénomène de la «malédiction des

ressources» et le détournement des gains financiers de cette croissance signifie que ces avantages ne parviennent pas aux gens ordinaires. Cela compromet souvent l'accès aux ressources et aux moyens de subsistance traditionnels des plus pauvres et des plus vulnérables.

- Des conflits persistants et nouveaux continuent d'étouffer le potentiel économique, d'intensifier et de perpétuer la pauvreté et la souffrance, d'augmenter le nombre de personnes déplacées et réfugiées, et d'élever le niveau de violence contre les femmes, les enfants et les jeunes.

## **2. Approches transversales**

Nous demandons aux dirigeants politiques et aux gouvernements que vous agissiez de toute urgence pour réglementer l'arrogance des marchés financiers et la croissance non durable, générant ainsi une plus grande marge de manœuvre pour les politiques nationales et plus de ressources pour le développement humain, et pour la prévention de l'aggravement des inégalités sociales.

Des approches et des modèles économiques alternatifs existent qui associent la croissance avec le développement humain et les droits de l'homme d'une manière écologiquement durable. Ces modèles sont plus participatifs, peuvent puiser auprès de nouveaux mécanismes de financement et construire sur l'énergie, le dynamisme et la créativité de ceux qui sont traditionnellement marginalisés et opprimés. Ce qu'il faut, c'est la volonté politique parmi les leaders mondiaux et nationaux et les décideurs à adopter de telles approches et de les mettre au centre de l'agenda du cadre de développement post-2015.

En tant qu'organisations de la société civile travaillant avec les communautés et les personnes à de multiples niveaux, nous témoignons du fait que les approches non durables et inégales de la croissance économique place les fardeaux les plus lourds sur les personnes qui ont le moins de ressources et de capacités pour faire face à leurs conséquences.

**Les conditions économiques difficiles interagissent de longue date sur les inégalités sociales, les préjugés et la discrimination, ainsi que sur les aspects clés de la dynamique des populations tels que les migrations, l'urbanisation et l'évolution des structures par âge (vers un plus grand nombre de jeunes dans certains cas et de nombreuses personnes âgées dans d'autres) pour déterminer qui sont les plus affectés. Cela inclut les enfants, les filles et les femmes, les castes subordonnées et opprimées, les groupes raciaux/ethniques, les populations autochtones ou les personnes handicapées, les personnes vivant avec le VIH, les minorités sexuelles, les migrants et les travailleuses du sexe, ainsi que les veuves et les personnes âgées. Les inégalités sociales et économiques rencontrées par ces groupes ainsi que par les pastoralistes, les petits agriculteurs et les commerçants informels sont intensifiées par les modèles de croissance actuels. Ce sont les capacités de ces personnes qui doivent être appuyées. Leurs droits de l'homme, y compris leurs droits économiques, sociaux, culturels, sexuels et reproductifs doivent être protégés, promus et réalisés.**

Nous demandons au Panel de Haut Niveau de promouvoir une croissance inclusive et durable et le développement humain, étayés par une approche fondée sur des droits qui renforce la citoyenneté,

la participation et la responsabilisation, et garantit un emploi décent et une protection sociale universelle.

Nous demandons au Panel de Haut Niveau de devenir des champions de l'augmentation des budgets en faveur des pauvres et d'être sensibles au genre pour le développement humain et les droits de l'homme, d'aider à faire en sorte que les gouvernements soient des organismes multilatéraux et bilatéraux **redevables** à travers des institutions dotées de ressources suffisantes et efficaces pour le suivi et l'évaluation participatifs et de promouvoir la mise en œuvre de conventions et protocoles existants sur les droits des personnes.

Nous demandons au Panel de Haut Niveau: de soutenir l'augmentation des ressources pour construire les capacités des individus à travers une éducation de qualité, le développement des compétences et de la formation, l'accès aux finances et à l'information, et la santé y compris la santé sexuelle et reproductive en particulier des adolescents, d'insister sur la collecte de **données ventilées notamment par âge et sexe** afin de renforcer la mise en œuvre des lois, politiques et programmes, d'assurer des **infrastructures et une technologie renforcées** pour l'amélioration de la production, de la communication et des échanges entre les personnes, un meilleur accès aux marchés et à l'innovation et l'accès à tous les services sociaux, de veiller à ce que le défi de l'augmentation de la **violence contre les filles et les femmes**, notamment la violence sexuelle, soit priorisé et traité, et de reconnaître grâce à des politiques et des programmes de renforcement le rôle central du **travail non rémunéré des femmes** dans les soins des personnes et le soutien du développement humain.

### **3. Permettre aux individus de devenir des agents de changement**

Nous demandons au Panel de Haut Niveau de répondre aux besoins spécifiques suivants des groupes particuliers :

- les causes de la pauvreté structurelle chez les **enfants** dans divers contextes; la bonne gouvernance et redevabilité autour des droits et de la protection des enfants; permettre aux enfants de participer à la transformation économique grâce à des initiatives qui favorisent une éducation de qualité pour les filles et les garçons, les soins de santé, la santé sexuelle, l'information, une nutrition adéquate et des services destinés aux enfants, y compris ceux avec des handicaps ou le VIH, et la protection des enfants contre toutes formes de violence et d'exploitation, y compris les mariages précoces et forcés;
- réaliser le potentiel du dividende démographique à travers des politiques globales pour la **jeunesse** qui incluent une éducation meilleure et plus conséquente, un soutien pour que les jeunes obtiennent des emplois décents et bien rémunérés, un accès au financement et aux connaissances pour devenir des innovateurs et des entrepreneurs, ainsi que la capacité pour tous les jeunes, en particulier les adolescents, d'acquérir une éducation sexuelle complète, des services en matière de sexualité et de reproduction, d'autonomiser et équiper les filles pour prévenir les grossesses et la violence chez les adolescentes, de sensibiliser et former les garçons pour promouvoir l'égalité entre les sexes et prévenir la violence;

- la réalisation de l'égalité entre les sexes, la protection des droits humains des **femmes**, y compris les droits sexuels et reproductifs et le soutien à l'autonomisation des femmes sont essentiels à la réussite de l'ensemble du programme de développement post 2015; l'agenda du développement post 2015 doit inclure un objectif spécifique renforcé sur l'égalité des sexes et des cibles et des indicateurs sexospécifiques élargis à l'ensemble du cadre. Omettre de le faire pourrait renverser les gains de ces 20 dernières années;

- la participation pleine et égale des **personnes handicapées** et des **personnes âgées** à tous les stades du processus économique, y compris la prise de décision, renforcer le focus sur le handicap comme un thème transversal dans tous les objectifs, y compris par la collecte de données exactes et complètes, prévenir et corriger les effets de la discrimination et de l'exclusion, et assurer l'accès aux services pour une participation efficace dans la transformation économique et sociale ; et accorder une attention particulière aux jeunes filles et femmes handicapées et aux besoins et droits des veuves;

- Soutenir les **agriculteurs locaux** et les **petits producteurs agricoles** pour produire de la nourriture à prix abordable pour tous grâce à l'accès amélioré à la commercialisation, la technologie et le crédit, veiller à ce que les politiques agricoles et commerciales dans les pays à revenu élevé n'aillent à l'encontre de la production agricole dans les pays à revenu faible et moyen, prévenir la perte de terres des agriculteurs locaux à travers l'accaparement des terres et garantir leurs droits à la terre, protéger les agriculteurs de la propriété intellectuelle des semences et des variétés locales agricoles, renforcer les coopératives agricoles de production et de commercialisation; particulièrement résoudre les problèmes que les agricultrices ont à sécuriser des droits fonciers, pour accéder au crédit, à la technologie et au travail, et traiter d'urgence la nécessité d'atténuer l'impact du changement climatique sur la production agricole;

- Réformer les lois du travail et des politiques visant à assurer un plein emploi décent pour tous et que tous les **travailleurs** y compris les travailleurs handicapés obtiennent un salaire minimum vital, et le soutien à la liberté d'association, la négociation collective et le dialogue social pour un travail décent; s'attaquer d'urgence aux droits fondamentaux des femmes travailleuses à un salaire égal, un congé de maternité, la garde d'enfant, des conditions de travail sûres et décentes, y compris des toilettes propres, des espaces privés pour l'allaitement, des périodes de repos adéquates, la prévention des pratiques telles que les tests de virginité, et la protection contre la violence sexuelle en milieu de travail;

- les petits producteurs du **secteur informel** appellent particulièrement pour un commerce équitable et un soutien pour l'accès aux technologies, au crédit et à la connaissance.

Nous croyons fermement que le Programme de Développement Post-2015 devrait être fondé sur une vision de transformation socio-économique et une stratégie qui aura pour centre un engagement à protéger et promouvoir les droits fondamentaux des personnes, à renforcer leurs capacités économiques et, ainsi utiliser leur potentiel et les reconnaître comme des facteurs clés du développement.

Nous demandons au PHN de s'assurer que le cadre de développement post-2015 augmente les ressources financières et l'espace politique pour le développement humain et les droits de l'homme, et crée des incitations, institutions et processus dans lesquels les personnes et les organisations de la société civile peuvent participer efficacement à la conception, la mise en œuvre et au suivi des tendances économiques et sociales, des financements, des politiques et des programmes. Cela est essentiel pour établir un programme de développement véritablement durable et inclusif.

FIN